

Communiqué de Presse

Division de la Presse du Conseil de l'Europe

Réf: 086f07

Tel: +33 (0)3 88 41 25 60

Fax: +33 (0)3 88 41 39 11

pressunit@coe.int

internet: www.coe.int/press

46 membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
"L'ex-République
yougoslave de
Macédoine"
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Nos efforts pour traquer les prédateurs d'enfants dans le cyberspace restent insuffisants

Déclaration de Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe

Strasbourg, 07.02.2007 – La police autrichienne mérite d'être félicitée pour avoir démantelé un nouveau réseau de pédopornographie qui opérait sur l'Internet et impliquait plus de 2000 personnes dans 77 pays. Pourtant, bien que de tels succès ne soient pas négligeables, ils sont trop rares et trop espacés dans le temps. Force est de constater que nos gouvernements ne se mobilisent pas assez pour traquer les pédophiles dans le cyberspace. Seuls 18 des 46 Etats membres du Conseil de l'Europe ont ratifié la Convention du Conseil de l'Europe contre la cybercriminalité, un instrument international unique traitant spécifiquement des délits commis via l'Internet.

Alors que les délinquants sont prompts à exploiter toutes les possibilités qu'offre l'Internet, les autorités – gouvernements, législateurs et forces de police – sont lentes à réagir. Le cyberspace ne connaît pas de frontières et nos gouvernements doivent absolument améliorer la coopération internationale, sous peine d'avoir éternellement une longueur de retard sur les criminels. La Convention contre la cybercriminalité, qui comble efficacement de nombreuses lacunes juridiques, est également ouverte à des pays non européens. A ce jour, elle a été signée par le Canada, le Japon, l'Afrique du Sud et ratifiée par les Etats-Unis d'Amérique.

[Convention sur la cybercriminalité](#)

Pour recevoir nos communiqués par e-mail, contactez : Council.of.Europe.Press@coe.int

Organisation politique fondée en 1949, le Conseil de l'Europe veille au renforcement de la démocratie et des droits de l'homme à l'échelle du continent. Il élabore des réponses communes aux défis sociaux, culturels ou juridiques posés à ses 46 Etats membres.